

Covid-19 : les parents d'élèves face à l'« enfer » des tests

Au premier cas positif dans une classe, les enfants de moins de 12 ans doivent se faire tester trois fois en cinq jours

Le retour en classe aura été de courte durée pour le fils aîné de Rozenn (les personnes interrogées ont souhaité rester anonymes). Dès la première journée d'école, lundi 3 janvier, le petit garçon de 6 ans a été déclaré cas contact après la détection d'un cas de contamination par le SARS-CoV-2 dans sa classe. S'enclenche alors pour la famille le protocole de suivi spécifique. Il prévoit que les enfants de moins de 12 ans et ceux de plus de 12 ans vaccinés ne soient pas isolés mais fassent un test antigénique ou PCR le jour même, puis deux autotests deux jours puis quatre jours plus tard, et justifient d'un résultat négatif, chaque fois, pour retourner en classe. En primaire, ce protocole s'applique au premier cas positif détecté dans une classe.

En cette rentrée, où le nombre de contaminations explose partout en France, Rozenn et son mari ont donc dû partir à la « chasse aux tests ». « Les laboratoires sont saturés, toutes les pharmacies ne testent pas les petits, et il y avait quarante-cinq minutes et deux heures de queue chaque fois », explique cette mère de deux enfants, ingénieure biologiste en Loire-Atlantique, en réponse à un appel à témoignages lancé par *Le Monde*.

Explosion des contaminations

Ils n'ont pas pu se procurer les deux autotests censés être remis aux parents et pris en charge par l'Assurance-maladie. « Sur les six pharmacies situées à moins de 3 kilomètres de chez nous, aucun autotest disponible », déplore Rozenn, qui s'est heurtée au manque de stock ou à des pharmaciens qui disaient ignorer la mesure.

Trois jours après le retour des vacances de Noël, nombreux sont les témoignages de parents qui, comme Rozenn, sont confrontés à d'importants obstacles pour se conformer au protocole de tests des écoliers. Ces règles, annoncées dimanche 2 janvier au soir

dans un article du *Parisien* par le ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, consistent à « tester plus pour éviter de fermer des classes ».

« C'est surtout l'exigence de faire des autotests qui est nouvelle, sinon ce protocole ne change pas grand-chose par rapport à celui qui prévalait depuis la fin de novembre [2021] », fait-on valoir au ministère de l'éducation nationale. Mais la situation sanitaire, elle, n'est plus la même. Avec plus de 200 000 contaminations quotidiennes depuis une semaine – on en dénombrait 332 000 mercredi soir –, il faut souvent des heures pour faire un test antigénique dans les pharmacies, voire des jours pour un PCR dans les laboratoires, débordés par un nombre record de dépistages.

« A Lyon, il faut entre vingt-quatre et quarante-huit heures pour faire un test, ça revient donc au même que de fermer la classe, puisque les enfants ne peuvent pas aller à l'école ! » déplore Gwenola, 46 ans. Ses jumeaux de 4 ans ont été déclarés cas contacts mardi matin. Faute de trouver suffisamment de tests salivaires – cette mère exclut les tests nasopharyngés pour ses enfants, trop jeunes –, ils n'auront pas leurs tests, mais jeudi. D'ici là, impossible pour eux de retourner en classe.

Ils ne sont pas les seuls dans ce cas. Selon Guislaine David, porte-parole du SNUipp-FSU, premier syndicat d'enseignants du primaire, les effectifs sont clairse-



Un test de détection du Covid-19, à Albi sur-Saône (Rhône), le 4 janvier. LAURENT CIPRIANI/AP

més dans de nombreuses classes en raison d'élèves malades ou en attente de tests, qui reviennent à l'école « au fil des résultats de dépistage ». Difficile, toutefois, de savoir combien d'élèves manquent à l'appel : le ministère de l'éducation nationale ne dispose pas, pour l'heure, de bilan chiffré.

Pharmacies et labs saturés

Ce protocole de tests devient un « enfer » pour les parents, juge Rodrigo Arenas, porte-parole de la FCPE, qui plaide pour un dépistage obligatoire, organisé dans le cadre de l'école, de tous les enfants avec des tests salivaires à la rentrée. Quant aux autotests, qui doivent être distribués gratuitement par les pharmacies à tous les cas contacts, rares sont les parents dont *Le Monde* a recueilli le témoignage qui ont pu s'en procurer en début de semaine. « Le système n'est pas encore opérationnel : il y a un retard au démarrage car nous n'avons pas de base légale pour la mise en œuvre »,

Rhône : confusion sur les consignes

Le courriel d'un inspecteur d'académie, adressé aux directrices et directeurs d'école du département du Rhône, a semé le trouble, mercredi 5 janvier, quant aux règles de suivi des cas contacts. Ce courriel, rendu public par Guislaine David, porte-parole du SNUipp-FSU, premier syndicat d'enseignants du primaire, affirmait que, en raison des difficultés à se procurer les autotests en pharmacie pour tester les enfants cas contacts à J+2 et J+4, il n'y avait « temporairement (...) pas lieu de demander aux familles de réaliser ces autotests » pour accueillir leurs enfants. Le ministère de l'éducation nationale a, dans la foulée, démenti cet assouplissement.

faute de parution des nouvelles règles de prise en charge au *Journal officiel*, expliquait mardi le directeur général de la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France, Philippe Besset.

L'ordre national des pharmaciens, le CNOP, précise cependant que la direction générale de la santé a bien adressé les consignes aux professionnels, et que la Caisse nationale d'Assurance-maladie a publié les modalités de rémunération. « En tout état de cause, les pharmaciens doivent s'organiser pour assurer le déploiement de cette mesure », souligne le CNOP.

Concernant les stocks, Philippe Besset assure qu'ils sont « constitués pour répondre à la demande » au niveau national, mais estime qu'en début de semaine, un « gros tiers » des officines étaient en rupture et devaient être rapidement réapprovisionnées.

Le ministère de l'éducation nationale insiste sur la nécessité d'appliquer les consignes. « Même en cas d'indisponibilité des autotests, les familles doivent pouvoir attester le résultat négatif de leur enfant à J+2 et J+4, on ne peut pas déroger à cette règle. » Sur le terrain, le SNUipp-FSU dénonce un protocole « pas applicable » pour ce qui est de la réalisation des tests et de la vérification des attestations. Cela revient à multiplier les absences ou à « laisser la porte ouverte au virus », selon Guislaine David, qui déplore également l'absence de mesures de sécurisation pour les enseignants, « à qui on ne fournit toujours que des masques en tissu ».

Si de nombreux parents assurent qu'ils se conformeront aux

« S'il faut tout recommencer à chaque cas positif, c'est sans fin »

JULIE
mère d'une fillette de 5 ans

règles pour que leurs enfants puissent continuer à aller à l'école, d'autres préfèrent contourner un protocole « trop contraignant » pour les élèves. Certains prévoient de garder leurs enfants à l'isolement durant sept jours, comme y sont obligés les enfants de plus de 12 ans non vaccinés en collège et en lycée, plutôt que de leur faire faire les tests.

« Les enfants n'en peuvent plus »

Marie, 40 ans, habitante des Hauts-de-Seine, a décidé qu'elle ne ferait pas des demandes pour renvoyer son fils de 7 ans en classe. Si une certification du laboratoire ou de la pharmacie est requise par l'école pour le premier test, ce n'est pas le cas pour les deux suivants, pour lesquels une attestation sur l'honneur suffit. « On remplira les attestations sans faire les tests », a tranché, navrée, cette fonctionnaire, mère de deux enfants, qui assure être « trois fois vaccinée » et « avoir fait tout ce qu'il fallait faire jusqu'ici ». « Mais, là, c'est trop, les enfants n'en peuvent plus », estime-t-elle.

Que se passera-t-il si un nouvel élève de la classe est testé positif, par exemple à J+5 ? « Pour l'instant, nous ne savons pas, le minis-

tère ne nous a pas donné la réponse », dit Guislaine David. De nombreux parents redoutent ainsi, étant donné le niveau actuel des contaminations, que le nouveau protocole revienne à multiplier les tests sur les enfants tant que durera la cinquième vague. Une perspective qu'appréhendent d'autant plus ceux qui ont des réticences à réaliser eux-mêmes des tests nasopharyngés sur leurs jeunes enfants.

« C'est déjà compliqué de lui faire ouvrir la bouche chez le médecin quand on doit lui ausculter la gorge, alors lui mettre un écouvillon dans le nez trois fois en [cinq] jours... », imagine Julie, 42 ans, dont la fille de 5 ans est cas contact. « Et s'il faut tout recommencer à chaque cas positif, c'est sans fin. Je vais me retrouver à devoir lui faire faire des tests tous les deux jours pour qu'elle puisse aller à l'école, ce n'est pas possible », s'inquiète déjà cette attachée de direction lilloise.

Selon les associations de parents d'élèves, ce protocole ne permettra pas de réduire significativement le nombre de contaminations. « Si on veut éviter d'avoir des cas contacts sans arrêt, il faut sécuriser les salles de classe », affirme Laurent Zameczkowski, administrateur de la PEEP, qui plaide, comme la FCPE et les syndicats enseignants, pour l'installation de capteurs de CO₂ dans toutes les classes et des mesures pour s'assurer que les salles peuvent être correctement ventilées. « Il y a encore des établissements dans lesquels les fenêtres ne s'ouvrent pas », souligne-t-il. A défaut, « l'école ne va pas tenir des semaines comme ça », estime Guislaine David. ■

ELÉA POMMIERS